



NATIONS  
UNIES

**EP**

UNEP/MED WG.447/3



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
PLAN D'ACTION POUR LA  
MÉDITERRANÉE**

18 mai 2018  
Original : anglais

19e Réunion du Comité de pilotage de la Commission méditerranéenne du développement durable

Téléconférence, 20 juin 2018

**Point 4 de l'ordre du jour : Questions spécifiques relatives à la Décision IG.23/4 adoptée à la COP 20**

**Rapport sur les questions spécifiques relatives à la mise en œuvre de la Décision IG.23/4**

Pour des raisons de coût et de protection de l'environnement, le tirage du présent document a été restreint. Il est aimablement demandé aux délégations d'apporter leur copie de ce document aux réunions et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

## **Rapport sur les questions spécifiques relatives à la mise en œuvre de la Décision IG.23/4**

### **Introduction**

1. L'adoption à la 20<sup>e</sup> Réunion des Parties contractantes de la Décision IG.23/4 « Mise en œuvre et suivi de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD) 2016-2025 et du Plan d'action régional sur la consommation et la production durables en Méditerranée » a ouvert la voie aux travaux de la Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD) au cours de l'exercice biennal 2018-2019.
2. Les activités découlant de cette décision sont convenues dans le Programme de travail et le budget du PAM pour 2018-2019 (Décision IG.23/14). Ces activités sont au cœur du mandat de la CMDD et incluent notamment : i) la mise à jour du Tableau de bord méditerranéen de la durabilité et le développement de ses indicateurs ; ii) la réalisation des études d'évaluation, à savoir le Rapport 2019 sur l'état de l'environnement et du développement (SoED 2019) et la phase I de l'étude prospective sur l'environnement et le développement en Méditerranée (MED2050), y compris des études de cas sur l'économie bleue en Méditerranée ; et iii) le renforcement et l'appui du Mécanisme simplifié d'examen par les pairs (SIMPEER) par la mise en œuvre de sa deuxième édition.
3. L'objectif du présent rapport est de fournir des informations substantielles supplémentaires sur ces activités afin de stimuler le débat avec le Comité de pilotage de la CMDD et au sein de celui-ci de sorte qu'il puisse donner son avis pour en assurer la bonne exécution.

### **I. Tableau de bord méditerranéen de la durabilité et indicateurs de suivi de la mise en œuvre du Plan d'Action régional sur consommation et la production durables**

4. À leur 20<sup>e</sup> Réunion, les Parties contractantes ont pris note de la liste des indicateurs du Tableau de bord méditerranéen de la durabilité en tant que base pour la poursuite des travaux. L'annexe I du présent document contient la liste des indicateurs approuvée, sous forme de document évolutif recommandé par la 17<sup>e</sup> Réunion de la CMDD tenue à Athènes (Grèce) en juillet 2017.
5. Les Parties contractantes ont également pris note de la liste des indicateurs pour le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action régional sur la consommation et la production durables en Méditerranée et ont demandé qu'elle soit actualisée en synergie avec le travail réalisé pour les indicateurs relatifs aux Objectifs de développement durable (ODD) et à la SMDD.
6. En outre, les Parties contractantes ont invité le Comité de pilotage de la CMDD à coordonner les activités permettant d'assurer une cohérence et une synergie totales avec le travail en cours sur les indicateurs liés aux ODD au niveau mondial.
7. En effet, le cadre mondial d'indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et aux cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030<sup>1</sup> a été élaboré par le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux ODD. Le cadre mondial d'indicateurs a été arrêté, y compris l'affinement de plusieurs indicateurs, à la 48<sup>e</sup> Session de la Commission de statistique de l'ONU, qui s'est tenue en mars 2017. Le cadre mondial d'indicateurs a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 6 juillet 2017 et figure dans la résolution adoptée par l'Assemblée générale sur les travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (A/RES/71/313). La liste comprend 232 indicateurs<sup>2</sup> sur lesquels on est parvenu à un accord général.

---

<sup>1</sup> <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/indicators-list/>

<sup>2</sup> Le nombre total d'indicateurs figurant dans le cadre mondial d'indicateurs est de 244. Toutefois, étant donné que neuf indicateurs se répètent sous deux ou trois objectifs différents, le nombre total exact d'indicateurs individuels qui figurent dans la liste est 232.

8. Par conséquent, le Secrétariat propose d'actualiser le Tableau de bord méditerranéen de la durabilité en incluant des indicateurs ODD. L'annexe II (en anglais) du présent document souligne les liens entre le Tableau de bord méditerranéen de la durabilité et les indicateurs ODD. Cette annexe II suggère d'inclure dans le tableau de bord les indicateurs ODD pertinents. En outre, l'annexe III (en anglais) contient une liste d'indicateurs possibles (candidats), y compris les indicateurs relatifs aux ODD pertinents, afin de mettre à jour le Tableau de bord méditerranéen de la durabilité.

9. A travers la Décision IG.23/4, les Parties contractantes ont également demandé au Secrétariat et au Plan Bleu d'utiliser les sources d'information existantes et des données fiables concernant les indicateurs sélectionnés, en donnant la priorité à ceux touchant aux questions afférentes au littoral et à la mer. Le secrétariat (Plan Bleu) a engagé le processus de collecte de données pour le Tableau de bord méditerranéen de la durabilité et de mise à jour du site Web de l'Observatoire méditerranéen sur l'environnement et le développement durable afin de diffuser aussi largement que possible les fiches d'information sur les indicateurs et les fiches méthodologiques correspondantes<sup>3</sup>.

10. En outre, dans le cadre de la préparation de la seconde phase du programme SwitchMed dont le lancement est prévu pour le début de l'année 2019, des activités liées aux indicateurs relatifs à la consommation et la production durables ont été proposées, conformément à l'activité 6.2.1.1 du Programme de travail et du budget du PAM pour 2018-2019 (Décision IG.23/14) : « *Les indicateurs des Plans d'action CPD alignés avec le travail pertinent de la SMDD sont identifiés, sélectionnés et des fiches d'information sont élaborées* ».

11. Enfin, les travaux sur les indicateurs relatifs à la SMDD ainsi qu'à la consommation et la production durables alimenteront aussi le rapport SoED 2019 et l'Étude prospective sur l'environnement et le développement en Méditerranée MED2050.

12. **Question à examiner :** en se basant sur les annexes II et III du présent rapport, le Comité de pilotage de la CMDD est invité à examiner les moyens de renforcer les synergies entre le Tableau de bord méditerranéen de la durabilité et les indicateurs relatifs aux ODD pertinents, en tenant compte des particularités de la Méditerranée, et à fournir au Secrétariat des orientations sur les prochaines étapes de ce processus.

## II. Études d'évaluation, y compris des études de cas sur l'économie bleue

13. Les études d'évaluation du PAM en matière de développement durable pour l'exercice biennal 2018-2019 sont ambitieuses en termes de contenu et de délais.

14. Le Résultat stratégique 1.4 de la Stratégie à moyen terme (SMT) 2016-2021 du PNUE/PAM (Décision IG.22/1) définit l'objectif visant à « *Fournir des évaluations basées sur les connaissances de l'état de la mer Méditerranée, et des scénarios de développement, pour soutenir le travail des décideurs et des parties prenantes* ». Il énonce : « *Des évaluations périodiques basées sur l'approche DPSIR sont publiées, abordant entre autres le statut de la qualité du milieu marin et côtier, l'interaction entre l'environnement et le développement ainsi que des scénarios et une analyse prospective du développement sur le long terme* ».

15. Conformément à la Prestation indicative clef 1.4.1 de la SMT, les évaluations périodiques devraient « *s'intéresser dans leurs analyses aux changements climatiques — et aux vulnérabilités et risques associés sur les zones marines et côtières, ainsi qu'aux lacunes de connaissances sur la pollution marine, les services des écosystèmes, la dégradation du littoral, les impacts cumulatifs et les impacts de la consommation et de la production* ».

16. Le Résultat stratégique 1.4 et la Prestation indicative clef 1.4.1 de la SMT se traduisent dans la préparation du rapport SoED 2019 et de l'Étude prospective MED2050, comme en témoignent la Décision IG.23/4 ainsi que le Programme de travail et le budget du PAM pour 2018-2019 (Décision IG.23/14).

---

<sup>3</sup> <http://obs.planbleu.org/fr/>

*a) Rapport 2019 sur l'état de l'environnement et du développement (SoED 2019)*

17. Le rapport SoED 2019 vise à présenter une évaluation complète et actualisée des questions afférentes à l'état de l'environnement et au développement durable en Méditerranée, dans le contexte du mandat du système PAM - Convention de Barcelone.

18. Par l'application d'une approche intégrée, systémique et holistique, le rapport SoED 2019 permettra de mieux faire connaître et comprendre l'état et les tendances de l'environnement et du développement en Méditerranée, leurs forces motrices et leurs impacts, facilitant la mesure des progrès accomplis en matière de développement durable. Il offrira des bases actualisées pour améliorer la prise de décision à tous les niveaux et favorisera l'exécution du Programme 2030, la réalisation des ODD, ainsi que la mise en œuvre de la SMDD.

19. Le rapport SoED 2019 sera établi en cohérence et synergie avec les rapports précédents et d'autres initiatives pertinentes du PAM telles que la Feuille de route pour la mise en œuvre de l'Approche écosystémique, le Rapport 2017 sur la qualité de la Méditerranée, MED2050, etc. Le rapport s'appuiera sur toutes les sources d'information disponibles, en accordant la priorité aux données du système des Nations Unies.

20. Les conclusions du rapport proposeront des domaines d'action prioritaires dans les dix prochaines années. Un résumé à l'intention des décideurs sera publié, synthétisant les principaux résultats et priorités recensés dans le rapport.

21. Sous la supervision générale de l'Unité de coordination du PAM, le Plan Bleu est responsable du processus d'élaboration du rapport SoED 2019 avec l'appui de toutes les composantes du PAM.

22. Le 30 mars 2018, une lettre du Coordonnateur du PAM a été envoyée aux membres de la CMDD et aux Points Focaux du Plan bleu, laquelle demande des avis et des observations sur le projet de table des matières pour le rapport SoED 2019 et lance un appel à manifestation d'intérêt aux principaux contributeurs possibles. Les observations importantes reçues ont été réparties entre des propositions visant à axer le rapport sur des questions environnementales ou à accentuer davantage les composantes économiques et sociales du développement durable ; elles ont demandé une révision de la table des matières du rapport SoED 2019.

23. À sa 85<sup>e</sup> Réunion tenue à Athènes (Grèce), en avril 2018, le Bureau des Parties contractantes a pris note avec satisfaction des travaux entrepris pour élaborer le rapport SoED 2019 et a demandé au Secrétariat :

- De réviser la table des matières du rapport SoED 2019, ainsi que le processus et les échéances concernant l'établissement du rapport pour tenir compte des observations et des propositions formulées par les Points Focaux thématiques et les membres de la CMDD ;
- De prendre pleinement en compte dans la structure du rapport SoED 2019 la Stratégie à moyen terme 2016-2021 et la disposition du Résultat stratégique 1.4 ;
- De mener à bien le processus d'examen dans les délais et avec la pleine implication des points focaux thématiques.

24. A travers le maintien d'un équilibre entre les considérations environnementales et socioéconomiques, le projet de table des matières du rapport SoED 2019 (document d'information UNEP/MED WG.447/Inf. 5) a été simplifié et traduit une structure conforme à la SMT 2016-2021, à la SMDD, au Programme 2030 et aux ODD pertinents.

25. Les membres de la CMDD et les Points Focaux du Plan Bleu seront de nouveau consultés dans les phases clés de la préparation du rapport. Ils seront invités à examiner les projets de chapitres et rapports, ainsi qu'à examiner le résumé à l'intention des décideurs. Comprenant les étapes clés, le calendrier de ces consultations est inscrit au programme de travail du Comité de pilotage de la CMDD pour l'exercice biennal 2018-2019 (document de travail UNEP/MEDWG.447/4)

**b) Étude prospective sur l'environnement et le développement en Méditerranée MED2050**

26. À leur 20<sup>e</sup> Réunion, les Parties contractantes se sont félicitées de la « Feuille de route MED2050 vers une nouvelle étude prospective sur l'environnement et le développement en Méditerranée » (annexe 2, Décision IG.23/4, document de référence UNEP (DEPI)/MED IG.23/23), ont demandé son application grâce à une approche participative, ont approuvé sa première phase et souhaité l'élaboration d'une feuille de route actualisée pour la 21<sup>e</sup> Réunion des Parties contractantes.

27. Dans sa conception initiale, MED2050 est vue comme une interface science-politique qui fera intervenir les décideurs et les parties prenantes dans le cadre d'une approche participative et facilitera l'émergence de visions contrastées à travers le bassin méditerranéen. Elle tirera parti des travaux précédents et en cours, y compris le rapport SoED 2019, tout en soutenant la diffusion, la communication et le renforcement des capacités.

28. MED2050 s'appuiera sur des études prospectives existantes et en cours et comblera les principales lacunes recensées dans l'étude de benchmarking de 35 analyses prospectives réalisées dans la région Méditerranée au cours des 15 dernières années (annexe 4, document d'information UNEP/MED WG.447/Inf.4).

29. La feuille de route MED2050 est prévue sur deux exercices biennaux. Comme convenu par les Parties contractantes à leur 20<sup>e</sup> Réunion, la phase I en 2018-2019 se concentre sur (i) la mobilisation des ressources existantes et la création d'un réseau de partenaires intéressés ; et (ii) l'évaluation des tendances et des scénarios en Méditerranée.

30. Comme l'ont demandé les Parties contractantes à leur 20<sup>e</sup> Réunion, une version actualisée de la feuille de route MED2050 sera présentée à la 21<sup>e</sup> Réunion des Parties contractantes, sur la base des consultations et des résultats obtenus au cours de l'exercice biennal 2018-2019.

31. De plus amples informations sur la participation et les contributions possibles de la CMDD et de son Comité de pilotage sont fournis dans le document de travail UNEP/MEDWG.447/4.

**c) Études de cas sur l'économie bleue en Méditerranée**

32. Afin d'appuyer la mise en œuvre de l'ODD 14 en Méditerranée, le Programme de travail et le budget du PAM pour 2018-2019 incluent l'élaboration d'« *Études de cas visant à encourager l'économie bleue (dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, du transport maritime et portuaire, de l'énergie éolienne, du tourisme et des loisirs, ainsi que des ressources biologiques), couvrant les avantages économiques des services environnementaux, de l'innovation, de l'inclusion (par exemple, les jeunes). Recommandations pour une transition vers une économie bleue en Méditerranée* » (Activité 4.4.1.2, Décision IG.23/14).

33. Cette activité consiste dans l'identification et la diffusion d'études de cas sur l'économie bleue en Méditerranée, couvrant les avantages économiques des services environnementaux et de l'innovation en la matière. Les secteurs examinés comprennent la pêche et l'aquaculture, les transports maritimes et les activités portuaires, l'énergie éolienne, le tourisme et les activités récréatives ainsi que les ressources biologiques. Les études de cas porteront également sur les aires marines protégées à titre de contribution à une économie bleue durable et inclusive dans la région.

34. Les institutions suivantes ont été contactées en tant que partenaires potentiels pour cette activité : le Centre d'activités régionales pour la consommation et la production durables (CAR/CPD), le Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées (CAR/ASP), l'Union pour la Méditerranée (UpM), la Commission générale des pêches pour la Méditerranée de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO-CGPM), le Fonds mondial pour la Nature (WWF), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le Réseau des gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée (MedPAN), la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG Mare) de l'Union européenne (UE).

35. Les membres de la CMDD seront également invités à participer à la capitalisation des études de cas, concourant à l'élaboration du rapport par leurs expériences et les enseignements tirés des projets.

36. Un rapport intitulé provisoirement « *Blue Economy in the Mediterranean: Lessons and Perspective* » (Économie bleue en Méditerranée : enseignements et perspectives) sera fourni par le Plan Bleu en 2018. L'objectif global est d'évaluer et de mettre en évidence le poids actuel et les diverses possibilités offertes par l'économie bleue en faveur du développement durable en Méditerranée, ainsi que de présenter une série d'exemples concrets et de bonnes pratiques. Le rapport s'appuiera sur le rapport du PNUE intitulé « *Blue Economy, Sharing Success Stories to Inspire Changes* » (Économie bleue : partager le succès pour inspirer les changements)<sup>4</sup> (2015), en offrant une perspective méditerranéenne aux enjeux et défis de l'économie bleue. En ce qui concerne les produits de campagne de sensibilisation et de diffusion, ce rapport représentera une contribution du système PAM - Convention de Barcelone à la Conférence mondiale sur l'économie bleue durable, organisée par le PNUE à Nairobi (Kenya), du 27 au 30 novembre 2018.

37. Les objectifs spécifiques du rapport sont les suivants : a) présenter l'image politique et socioéconomique globale actuelle des tendances et des perspectives de l'économie bleue en Méditerranée ; b) illustrer les possibilités offertes par l'économie bleue avec un certain nombre d'études de cas issues de différents secteurs et territoires de la région ; c) établir des orientations stratégiques pour le développement futur de l'économie bleue en Méditerranée.

38. Les membres de la CMDD seront également invités à participer à la capitalisation des études de cas, contribuant à l'élaboration du rapport par leurs expériences et les enseignements tirés des projets. Ils seront également invités à concourir à l'élaboration de recommandations en vue de l'expansion d'une économie bleue durable et inclusive dans la région.

#### **Questions à examiner sur les études d'évaluation :**

39. Le succès de la préparation des études d'évaluation repose sur quatre enjeux clés :

- La définition de méthodologies et d'approches précises, pertinentes et réalisables au début de l'exercice biennal : les rapports SoED 2019 et MED2050 sont tous deux des exercices ambitieux, à préparer selon un calendrier d'exécution très serré, avec des ressources financières limitées mais des partenaires multiples. Des approches pratiques et des délais fermes sont nécessaires pour mener efficacement les exercices. Le Comité de pilotage de la CMDD devrait fournir des conseils sur l'organisation de l'approche participative concernant MED2050 et permettre d'identifier les parties prenantes pertinentes et les réseaux à consulter.
- Le développement de partenariats techniques, institutionnels et financiers : l'élaboration du rapport SoED 2019 est facilitée par des partenariats avec toutes les composantes du PAM. Le Secrétariat peut aussi s'appuyer sur des partenariats universitaires et techniques, notamment avec des institutions qui ont confirmé leur volonté de participer. Des fonds supplémentaires devront être mobilisés, en particulier pour MED2050.
- L'élaboration d'une stratégie de communication efficace : une stratégie de communication efficace et novatrice est nécessaire pour atteindre les décideurs à tous les niveaux, des organisations internationales aux autorités locales et aux individus. Cela implique l'élaboration de divers supports de communication et de produits intermédiaires à différents stades du processus d'élaboration : bulletins d'information et publications électroniques, site Web, réseaux sociaux, etc.
- L'association et la consultation des Parties contractantes, des membres de la CMDD, des partenaires du PAM et d'autres parties prenantes dans les phases clés de la préparation : les rapports SoED 2019 et MED2050 mèneront à la définition des actions prioritaires. MED2050 reposera sur la vision de l'avenir de toutes les Parties contractantes et des parties prenantes concernées. Une association étroite et des consultations des Parties contractantes, des Points focaux, des Membres de la CMDD et des Partenaires du PAM sont nécessaires au début des deux exercices pour obtenir des produits pertinents, opérationnels et validés.

<sup>4</sup> <https://www.unenvironment.org/resources/publications/blue-economy-sharing-success-stories-inspire-change-0>

40. Le Comité de pilotage de la CMDD est prié d'examiner les quatre enjeux essentiels susmentionnés et de fournir des conseils et des orientations au Secrétariat pour leur prise en compte en vue de l'exécution efficace des études d'évaluation ambitieuses entreprises au cours de l'exercice biennal 2018-2019.

### **III. Deuxième édition du SIMPEER – 2018-2019**

41. À la suite du bon déroulement de l'édition pilote SIMPEER réalisée en 2016-2017, la Décision IG.23/4 adoptée à la 20<sup>e</sup> Réunion des Parties contractantes encourage celles-ci à participer à de futures éditions, dans un souci de renforcer les liens avec le Programme 2030 et ses ODD ainsi que les examens nationaux volontaires présentés au Forum politique de haut niveau.
42. À sa 17<sup>e</sup> Réunion, la CMDD a également souligné l'importance du renforcement des synergies avec les examens nationaux volontaires présentés lors du Forum politique de haut niveau et de faire davantage participer les parties prenantes aux côtés des Parties contractantes. La CMDD a également recommandé de continuer d'associer les trois Parties contractantes volontaires de la phase pilote (France, Monténégro et Maroc) afin de bénéficier de leurs expériences.
43. À la 17<sup>e</sup> Réunion de la CMDD, l'Égypte et la Tunisie ont exprimé le souhait de participer à la deuxième édition du SIMPEER. La Tunisie a confirmé son intérêt par une lettre officielle envoyée au Coordonnateur du PAM en avril 2017. Des discussions sont également en cours avec l'Albanie.
44. Pour appuyer l'appropriation de la SMDD et aider les Parties contractantes à adapter la Stratégie et les ODD aux contextes nationaux, le Secrétariat (Plan Bleu) va renforcer et pérenniser la méthodologie du SIMPEER appliquée dans son édition pilote 2016-2017. Compte tenu des enseignements tirés de l'édition pilote, le Plan Bleu met à jour la méthodologie SIMPEER pour tenir compte des recommandations de la 17<sup>e</sup> Réunion de la CMDD. Les membres du Comité de pilotage de la CMDD seront priés de fournir des conseils et des observations sur cette méthodologie actualisée.
45. **Question à examiner :** le Mécanisme simplifiée d'examen par les pairs (SIMPEER) est un mécanisme très important, notamment pour procéder à un examen périodique de la mise en œuvre de la SMDD à l'échelle nationale, promouvoir l'échange de bonnes pratiques en matière de développement durable et améliorer la visibilité du PAM dans les instances internationales ainsi que les échanges mondiaux et régionaux sur le développement durable. Le Comité de pilotage de la CMDD est invité à examiner les moyens permettant de susciter davantage d'intérêt de la part des Parties contractantes, des Membres de la CMDD et des Partenaires du PAM, et à fournir des orientations à ce sujet.

**Annexe I**

**Indicateurs du Tableau de bord méditerranéen de la durabilité pour le suivi de la mise en œuvre  
de la SMDD 2016-2025**



**Annexe I : Indicateurs du Tableau de bord méditerranéen de la durabilité pour le suivi de la mise en œuvre de la SMDD 2016-2025**

N°	Objectif SMDD 2016-2025	Nom de l'indicateur
1	Global	Empreinte écologique (*)
2	Global	Indice de Développement Humain
3	Global	Produit Intérieur Brut (*)
4	Global	Taux d'alphabétisation des jeunes (*)
5	Global	Ratio filles/garçon d'inscription dans l'enseignement primaire et secondaire (*)
6	1	Nombres de ratifications et niveau de mise en conformité tels que reportés par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone
7	1	Pourcentage d'aires marines et côtières protégées [sous juridiction nationale] (*)
8	2	Indice d'efficacité de l'eau (*)
9	2	Nombre d'aires protégées participant à la Liste Verte des Aires Protégées (*)
10	2	Aide publique au développement et dépenses publiques pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes (*)
11	2	Indice Global de Sécurité Alimentaire
12	2	Demande en eau, totale et par secteur, comparé au PIB (*)
13	2	Part de la population ayant accès à une source d'eau améliorée (total, urbain, rural) (*)
14	2	Part de la population ayant accès à un système d'assainissement amélioré (total, urbain, rural) (*)
15	2	Proportion des produits agricoles de qualité et part des terres agricoles utilisées par l'agriculture biologique (*)
16	2	Nombre d'espèces méditerranéennes menacées inscrites dans les documents juridiques (*)
17	3	Proportion de la population urbaine ayant accès à un logement décent (*)
18	3	Sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO (*)
19	3	Déchets générés et traités par type de déchets et de traitement (*)
20	4	Emissions de gaz à effet de serre (en relation avec le PIB)
21	4	Consommation d'énergie (en relation avec le PIB)
22	5	Intensité de matière de l'économie (*)
23	6	Nombre de Stratégies Nationales de Développement Durable adoptées ou révisées [et nombre de révisions depuis la première édition] (*)
24	6	Proportion de crédits bancaires alloués au secteur privé - Existence de systèmes de financement alternatifs utilisant le crédit bancaire
25	6	Dépenses publiques et privées pour la recherche et le développement en pourcentage du PIB
26	6	Mécanismes existants pour assurer la participation du public et l'accès aux publications environnementales (*)

(\*) Correspondant à/lié aux indicateurs des ODD

**Annexe II**

**Liens entre le Tableau de bord méditerranéen de la durabilité et les indicateurs ODD**

**(en anglais)**

**Annex II: Links between the Mediterranean Sustainability Dashboard and SDG Indicators**

No.	MSSD Objective	MSSD indicators	SDG Indicators / Comments	Availability
1	Global	Ecological footprint	No similar SDG Indicator.  Developed by the Global Footprint Network, the Ecological footprint aims at measuring the demand on and supply of nature <a href="https://www.footprintnetwork.org/our-work/ecological-footprint/">https://www.footprintnetwork.org/our-work/ecological-footprint/</a> <b>Suggestion: Keep this indicator</b>	Yes
2	Global	Human Development Index	No similar SDG Indicator.  UNDP indicator of human development (Life expectancy at birth, Expected years of schooling, Mean years of schooling and Gross national income (GNI) per capita) <a href="http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi">http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi</a> <b>Suggestion: Keep this indicator</b>	Yes
3	Global	Gross Domestic Product (GDP)	SDG Indicator 8.1.1 <i>Annual growth rate of real GDP per capita.</i> <b>Suggestion: Move to the SDG Indicator 8.1.1</b>	Yes
4	Global	Youth literacy rate	Youth literacy rate is a component of the SDG Indicator 4.6.1 <i>Proportion of population in a given age group achieving at least a fixed level of proficiency in functional (a) literacy and (b) numeracy skills, by sex.</i> <b>Suggestion: Keep this indicator because the SDG Indicator 4.6.1 is too much complex</b>	Yes
5	Global	Girl/Boy primary and secondary school registration ratio	UNESCO Indicator <i>School enrolment, secondary (gross), gender parity index (GPI)</i> is a proxy of the SDG Indicator 4.1.1 <i>Proportion of children and young people: (a) in grades 2/3; (b) at the end of primary; and (c) at the end of lower secondary achieving at least a minimum proficiency level in (i) reading and (ii) mathematics, by sex.</i> <b>Suggestion: Keep this indicator because the SDG Indicator 4.1.1 is too much complex</b>	Yes
6	1	Number of ratifications and level of compliance as reported by BC Contracting Parties	Indicator close to the SDG Indicator 14.c.1 <i>Number of countries making progress in ratifying, accepting and implementing through legal, policy and institutional frameworks, ocean-related instruments that implement international law, as reflected in the United Nation Convention on the Law of the Sea, for the conservation and sustainable use of the oceans and their resources.</i> <b>Suggestion: Keep this indicator because it is much relevant in the framework of the MAP - Barcelona Convention</b>	Yes
7	1	Percentage of protected coastal and marine areas [under national jurisdiction]	Indicator close to the SDG Indicator 14.5.1 <i>Coverage of protected areas in relation to marine areas</i> <b>Suggestion: Move to the SDG Indicator 14.5.1</b>	Yes

8	2	Water efficiency index	Indicator close to the SDG Indicator 6.4.1 <i>Change in water-use efficiency over time (to be applied also for the watersheds)</i> <b>Suggestion: Move to the SDG Indicator 6.4.1</b>	Yes
9	2	Number of protected areas participating in the Green list initiative	This indicator is inspired by the IUCN Indicator <i>Measures the number of protected and conserved areas that are effectively and equitably managed and deliver conservation outcomes</i> ( <a href="https://www.iucn.org/theme/protected-areas/our-work/iucn-green-list">https://www.iucn.org/theme/protected-areas/our-work/iucn-green-list</a> ).  It is also close to the SDG Indicator 15.1.2 <i>Proportion of important sites for terrestrial and freshwater biodiversity that are covered by protected areas, by ecosystem type</i> <b>Suggestion: Keep this indicator, but also include the SDG Indicator 15.1.2 in the Dashboard</b>	Yes, to be developed by IUCN and SPA/RAC
10	2	Official development assistance and public expenditure on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems	This is the SDG Indicator 15.a.1 <i>Official development assistance and public expenditure on conservation and sustainable use of biodiversity and ecosystems.</i> <b>Suggestion: Keep this indicator</b>	Yes
11	2	Global Food Security Index	No similar SDG Indicator.  The Global Food Security Index is based on 28 indicators covering three dimensions: food Affordability, Availability and Quality & Safety ( <a href="http://foodsecurityindex.eiu.com/">http://foodsecurityindex.eiu.com/</a> ) <b>Suggestion: Keep this indicator</b>	Yes
12	2	Water demand, total and by sector, compared to GDP	No similar SDG Indicator.  SDG Indicator 6.4.2 <i>Level of water stress: freshwater withdrawal as a proportion of available freshwater resources</i> should be considered as well. <b>Suggestion: Keep this indicator, but also include the SDG Indicator 6.4.2 in the Dashboard</b>	Yes, to be updated for the watersheds
13	2	Share of population with access to an improved water source (total, urban, rural)	Indicator close to SDG Indicator 6.1.1 <i>Proportion of population using safely managed drinking water services</i> . This SDG Indicator is also used for SEIS/H2020 but it is more difficult to populate. <b>Suggestion: Keep this indicator, but also include the SDG Indicator 6.1.1 in the Dashboard</b>	Yes
14	2	Share of population with access to an improved sanitation system (total, urban, rural)	Indicator close to SDG Indicator 6.2.1 <i>Proportion of population using safely managed sanitation services, including a hand-washing facility with soap and water</i> . This SDG Indicator is also used for SEIS/H2020 but it is more difficult to populate. <b>Suggestion: Keep this indicator, but also include the SDG Indicator 6.2.1 in the Dashboard</b>	Yes
15	2	Proportion of agriculture quality products and Share of the agricultural	These indicators were developed by the Research Institute of Organic Agriculture (FiBL)	Yes

		land area used by organic farming	<p><a href="http://www.organic-world.net/statistics/statistics-data-tables.html">http://www.organic-world.net/statistics/statistics-data-tables.html</a>).</p> <p>They are linked with the SDG Indicator 2.4.1 <i>Proportion of agricultural area under productive and sustainable agriculture</i>.</p> <p><b>Suggestion: Keep this indicator, but also include the SDG Indicator 2.4.1 in the Dashboard</b></p>	
16	2	Number of Mediterranean threatened species included in legal documents	<p>This indicator could be replaced by the SDG Indicator 15.5.1 <i>Red List Index (IUCN)</i></p> <p><b>Suggestion: Move to the SDG Indicator 15.5.1</b></p>	Yes
17	3	Proportion of urban population with access to a decent dwelling	<p>This indicator could be replaced by the SDG Indicator 11.1.1 <i>Proportion of urban population living in slums, informal settlements or inadequate housing</i>.</p> <p><b>Suggestion: Move to the SDG Indicator 11.1.1</b></p>	Yes
18	3	Status of UNESCO world heritage sites	<p>This is an UNESCO Indicator (<a href="http://whc.unesco.org/en/list/">http://whc.unesco.org/en/list/</a>)</p> <p>This indicator is close to the SDG Indicator 11.4.1 <i>Total expenditure (public and private) per capita spent on the preservation, protection and conservation of all cultural and natural heritage, by type of heritage (cultural, natural, mixed and World Heritage Centre designation), level of government (national, regional and local/municipal), type of expenditure (operating expenditure/investment) and type of private funding (donations in kind, private non-profit sector and sponsorship)</i></p> <p><b>Suggestion: Keep this indicator because the SDG Indicator 11.4.1 is too much complex</b></p>	Yes
19	3	Waste generated and treated by type of waste and treatment type	<p>It is a SEIS/H2020 indicator on the waste generation and treatment. This indicator is linked to the following SDG Indicators:</p> <p>11.6.1 <i>Proportion of urban solid waste regularly collected and with adequate final discharge out of total urban solid waste generated, by cities</i> (This indicator is quite complex)</p> <p>12.5.1 National recycling rate, tons of material recycled</p> <p><b>Suggestion: Keep this indicator, but also include the SDG Indicator 12.5.1 in the Dashboard</b></p>	Yes
20	4	Green House Gas emissions (related to GDP)	<p>Indicator close to the SDG Indicator 9.4.1 <i>CO<sub>2</sub> emission per unit of value added</i></p> <p><b>Suggestion: Keep this indicator, but also include the SDG Indicator 9.4.1 in the Dashboard</b></p>	Yes
21	4	Energy consumption (related to GDP)	<p>Indicator close to the SDG Indicator 7.3.1 <i>Energy intensity measured in terms of primary energy and GDP</i></p> <p><b>Suggestion: Move to the SDG Indicator 7.3.1</b></p>	Yes
22	5	Material intensity of the economy	<p>Indicator close to the following SDG Indicators:</p>	Yes

			<p>8.4.1 - 12.2.1 <i>Material footprint, material footprint per capita, and material footprint per GDP</i></p> <p>8.4.2 - 12.2.2 <i>Domestic material consumption, domestic material consumption per capita, and domestic material consumption per GDP</i></p> <p><b>Suggestion: Move to the SDG Indicators 12.2.1 and 12.2.2</b></p>	
23	6	Number of National Strategies for Sustainable Development adopted or updated [and number of updates since first edition]	<p>Indicator close to the SDG Indicator 17.14.1 <i>Number of countries with mechanisms in place to enhance policy coherence of sustainable development</i></p> <p><b>Suggestion: Keep this indicator because it is much relevant/adapted to the Mediterranean context</b></p>	Yes
24	6	Proportion of bank credit allocated to the private sector – Existence of alternative financing systems using bank credit	<p>No similar SDG indicator.</p> <p><b>Suggestion: Keep this indicator</b></p>	Yes
25	6	Public and private expenses for research and development in percentage of GDP	<p>Indicator close to the SDG Indicator 9.5.1 <i>Research and development expenditure as a proportion of GDP.</i></p> <p><b>Suggestion: Move to the SDG Indicator 9.5.1</b></p>	Yes
26	6	Existing mechanisms to ensure public participation and access to environmental publication	<p>Indicator similar to the SDG Indicator 16.10.2 <i>Number of countries that adopt and implement constitutional, statutory and/or policy guarantees for public access to information</i></p> <p><b>Suggestion: Move to the SDG Indicator 16.10.2</b></p>	Yes

**Annexe III**

**Indicateurs candidats pour mettre à jour le tableau de bord de la durabilité en Méditerranée**

**(en anglais)**

**Annex III: Candidate Indicators to Update the Mediterranean Sustainability Dashboard**

No.	MSSD Objective	MSSD indicators	SDG Indicators / Comments	Availability
1	1, 2, 3, 5	International tourism receipts	Indicator close to the SDG Indicator 8.9.1 <i>Tourism direct GDP as a proportion of total GDP and in growth rate</i> . However, this SDG Indicator includes domestic tourism that is difficult to catch.	Yes
2	1	<b>SDG Indicator 14.6.1 <i>Progress by countries in the degree of implementation of international instruments aiming to combat illegal, unreported and unregulated fishing</i></b>	(*)	To be checked
3	1	<b>SDG Indicator 14.4.1 <i>Proportion of fish stocks within biologically sustainable levels</i></b>	(*)	Yes
4	1	Proportion of the coastal urban population connected to a sanitation network	No similar SDG Indicator. Relevant for MEDPOL and H2020/SEIS	Yes
5	2	Share of protected areas with management processes in place	No similar SDG Indicator. Existing IUCN Indicator	Yes
6	2	Energy use efficiency	Indicator close to the SDG Indicator 7.b.1 <i>Investments in energy efficiency as a proportion of GDP and the amount of foreign direct investment in financial transfer for infrastructure and technology to sustainable development services</i> , which is more complex.	To be checked
7	2	<b>SDG Indicator 7.2.1 <i>Renewable energy share in the total final energy consumption</i></b>	(*)	Yes
8	2	Percentage of wastewater treated	Indicator close to the SDG Indicator 6.3.1 <i>Proportion of wastewater safely treated</i> , which is more complex.	Yes
9	2	<b>SDG Indicator 2.5.1 <i>Number of plant and animal genetic resources for food and agriculture secured in either medium or long-term conservation facilities</i></b>	(*)	To be checked
10	2	Rural poverty rates	Indicator close to the SDG Indicator 1.1.1 <i>Proportion of population below the international poverty line, by sex, age, employment status and geographical location (urban/rural)</i> , which is more complex.	Yes
11	2	Ratio of agricultural population vs. rural population	No similar SDG Indicator. Existing FAO Indicator	To be checked
12	3	Urban public open space	Indicator close to the SDG Indicator 11.7.1 <i>Average share of the built-up area of cities that is open space for public use for all, by sex, age and persons with disabilities</i> , which is more complex.	To be checked



13	3	Urban poverty rates	Indicator close to the SDG Indicator 1.1.1 <i>Proportion of population below the international poverty line, by sex, age, employment status and geographical location (urban/rural), which is more complex.</i>	Yes
14	3	<b>SDG Indicator 11.2.1 <i>Proportion of population that has convenient access to public transport, by sex, age and persons with disabilities</i></b>	(*)	<b>To be checked</b>
15	5	Share of green jobs	Green economy indicator, ILO definition.	To be checked
16	5	<b>SDG Indicator 12.c.1 <i>Amount of fossil-fuel subsidies per unit of GDP (production and consumption) and as a proportion of total national expenditure on fossil fuels</i></b>	(*)	<b>Yes</b>
17	5	Share of green financial instruments	No similar SDG Indicator.	To be checked
18	5	<b>SDG Indicator 12.7.1 <i>Number of countries implementing sustainable public procurement policies and action plans</i></b>	(*)	<b>To be checked</b>
19	6	Number of countries with application of EIA and SEA in development policies	No similar SDG Indicator.	To be checked
20	6	Number of countries that have launched national strategies on education for sustainable development	Indicator close to the SDG Indicator 4.7.1 <i>Extent to which (i) global citizenship education and (ii) education for sustainable development, including gender equality and human rights, are mainstreamed at all levels in: (a) national education policies; (b) curricula; (c) teacher education; and (d) student assessment, which is too much complex.</i>	To be checked

(\*) SDG Indicators